

L'IMPASSE D'ISRAËL FACE AUX PALESTINIENS

ALAIN JOXE *

D'Oslo à Annapolis, en passant par la « Feuille de route » du Quatuor, rien ne semble empêcher un petit pays comme Israël d'affirmer ouvertement une politique de violation constante de toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de la législation internationale, avec l'appui inconditionnel des États-Unis et le soutien tacite de l'Union européenne. Il convient de donner des buts précis à une politique qui mettrait fin au régime d'apartheid militarisé qui règne en Israël/Palestine. Il est nécessaire qu'au côté d'un État palestinien reconnu et viable, la condition de la survie régionale d'Israël se réalise à travers un État-nation pluricommunautaire et rompant avec le sionisme et une posture coloniale recherchant l'alliance de la droite américaine.

Le document de base de la relance sponsorisée par le président Bush à Annapolis, c'est l'ombre déjà lointaine de la « feuille de route », issue d'une volonté diplomatique datant de près de cinq ans. Ce document, publié par le Quatuor (ONU–Union Européenne–Russie–États-Unis) en 2003, balisait une négociation accélérée, supposée se terminer en 2005 par la reconnaissance réciproque de deux États-nations, pacifiés, indépendants et viables, sur la base de frontières dérivant de la ligne de cessez-le-feu de 1967, avec des aménagements. Document resté sans même le début d'exécution qui a caractérisé le processus dit d'Oslo à plusieurs reprises.

D'où la question : cette conférence et ce voyage sont-ils une ultime mascarade pacifiste de l'alliance israélo-américaine, destinée avant tout aux électeurs des deux pays,

* DIRECTEUR D'ÉTUDES HONORAIRE À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

au moment où ils subissent, chacun à leur échelle, une perte de crédibilité militaire ? S'agit-il d'un ultime effort du président Bush, lié par le message qu'il aurait reçu de Jésus en personne, dans une de ses visions mystiques ? Ou, plus concrètement, peut-on penser que la Maison-Blanche étant bloquée par l'impasse de la guerre d'Afghanistan et de la guerre d'Irak, empêchée en 2007 par les Européens et les Asiens de mettre en scène la diversion d'un affrontement menaçant avec l'Iran ou la Russie de Poutine, Bush est à la recherche d'un succès délimité d'une haute valeur symbolique, d'où la remise à flot de la négociation ? Une paix israélo-palestinienne serait la condition d'une alliance arabe renouvelée.

Cet article comprend trois points qui visent à donner des buts précis à une politique qui mettrait fin au régime d'apartheid militarisé qui règne en Israël-Palestine.

- On fait d'abord le point sur les explications qui concernent les États-Unis dans le court terme en mettant en évidence le rôle déterminant de l'Europe dans la non-solution du conflit depuis des années.

- On va chercher une interprétation, dans le temps long, de la politique d'Israël, en examinant quelques étapes de ce processus d'échec redondant. Notre souci n'est pas celui d'une reconstitution des faits historiques qui sont parfaitement connus, mais celui d'une reformulation de l'analyse stratégique qui puisse expliquer comment un petit pays comme Israël est devenu capable d'affirmer ouvertement une politique de violations constantes de toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de la législation internationale sur les crimes de guerres et les crimes contre l'humanité, avec l'appui inconditionnel de l'Amérique et le soutien tacite de l'Union européenne. Cette explication est nécessaire pour s'attaquer aux causes de l'impasse récurrente du processus de paix, car on s'approche avec le siège de Gaza et la fermeture du Mur d'une stratégie ethnocidaire à laquelle la communauté internationale doit absolument mettre un terme.

- La cause de cette tolérance dont bénéficie Israël n'est plus la guerre froide, ni la mémoire de la Shoah, ni la puissance agressive du monde arabe partout bridé, écrasé et occupé militairement ou placé sous dictatures « amies de l'Occident ». Ni la nécessité de s'appuyer sur Israël pour lutter contre le terrorisme islamiste : il est devenu évident pour tous que la politique d'Israël, avec les exactions américaines en Irak, sont les principaux facteurs de développement du terrorisme. On est prêt à dénoncer les exactions américaines

en Irak, mais on hésite souvent à dénoncer les exactions israéliennes en Palestine. Elles sont devenues pourtant paradigmatiques d'une relation nord-sud fondée sur la manipulation localisée des identités communautaires.

On définira donc enfin avec précision l'idée qui commence à se faire jour, en Israël même, par les déclarations fracassantes d'Abraham Burg¹, ou les positions énoncées par l'ex-président Carter : une solution qui ne soit pas fondée sur la purification ethnique et l'apartheid implique l'acceptation rapide d'un État palestinien, non pas pour sauver la définition sioniste d'Israël² mais pour l'abandonner définitivement, abandon que nous considérons plutôt comme la condition de sa survie régionale comme étatisation pluricommunautaire.

L'actualité

Responsabilité écrasante de l'Union européenne, et pas seulement des États-Unis

Depuis la victoire du Hamas aux élections de janvier 2006 – élections qui avaient été demandées instamment par l'Union Européenne, alors que le succès du Hamas n'était prévisible qu'à Gaza – des sanctions sévères avaient frappé le gouvernement Hamas installé par Mahmoud Abbas, conformément à la constitution. La victoire du Hamas, y compris dans certaines circonscriptions de Cisjordanie où il n'avait jamais eu d'influence, était une victoire de la démocratie, dans la mesure où l'électorat sanctionnait la corruption du Fath en votant pour l'opposition. Les sanctions économiques et financières, prenant toute la population civile palestinienne en otage, sont venues des États-Unis et d'Israël,

¹ Voir annexe : Interview de Abraham Burg dans *Haaretz* du 14 novembre 2003, (sur son article du 20 août) (extraits).

² « The day comes when the two state solution collapses, and we face a South African style struggle for equal voting rights... then, as soon as that happens, the state of Israel is finished » « le jour s'approche où la solution des deux États s'évanouissant nous aurions à faire face à une lutte de style sud-africain pour l'égalité des droits de vote... alors, aussitôt que cela surviendrait, l'État d'Israël serait fini ». Déclaration de E. Olmert au lendemain de la conférence d'Annapolis, cité par Philip Wilcox jr, Foundation for Middle East Peace, *Report on Israeli Settlement*, Jan. Feb. 2008.

certes, mais aussi de l'Europe : l'aide de l'Union européenne à l'Autorité palestinienne était une question de survie puisque tous les salaires de fonctionnaires en dépendent ainsi que de nombreuses aides diverses accordées à l'Autorité palestinienne et qui sont devenues, dans l'état de siège permanent ou vivent la Cisjordanie et Gaza, le principal facteur évitant la généralisation de la misère.

Le gouvernement Hamas, le 29 mars 2006, avait trouvé les caisses vides et les avoirs de l'Autorité palestinienne, au dehors, avaient été mis hors de sa portée. Le transfert mensuel des taxes perçues au nom de l'Autorité palestinienne par Israël était suspendu (50 à 60 millions de \$ par mois). En coupant toute aide financière au gouvernement palestinien, l'UE punissait donc sans aucune hésitation le vote et le processus démocratique, qu'elle avait pourtant encouragé. Elle faisait donc strictement le jeu demandé et pratiqué par le gouvernement américain, en considérant le Hamas comme « terroriste » et non comme parti majoritaire élu favorable à une résistance à l'occupation.

Il fallait *vouloir* inclure le Hamas dans toute négociation. Il faut admettre aujourd'hui que cette acceptation du point de vue américain n'est pas due à l'obéissance ou la servilité de l'Union européenne. Le rapport Europe-États-Unis n'est plus inégal : ni économiquement comme on le voit à la fragilité de l'articulation de l'économie américaine et du système financier global ; ni militairement puisque les actions militaires *réelles* sont toutes en échec politique (malgré leur supériorité *capacitaire virtuelle*). Si l'Union européenne se rallie au point de vue de l'administration Bush sur le soutien inconditionnel à Israël c'est pour des raisons positives ; parce que les gouvernements de l'Union européenne, dominés par la droite libérale, et cherchant en général à éviter d'engager des troupes, sont profondément d'accord avec une stratégie de contrôle des masses populaires arabes par la répression policière plus que par la politique, mais qu'ils préférèrent en déléguer les actions aux Américains et aux Israéliens.

L'UE et ses porte-parole n'ont pas caché que la pression, ainsi exercée sur l'ensemble de la population palestinienne, allait provoquer une crise sociale et humanitaire et elle comptait ainsi retourner l'opinion contre le Hamas ; on espérait même provoquer ainsi de nouvelles élections qui rendrait la majorité au Fatah. Cette mesure intervenait malgré le choix du Hamas, à l'époque, de limiter ses actions aux attaques portées aux militaires israéliens et de mettre fin aux attentats

suicides contre les civils, dont la responsabilité était d'ailleurs partagée avec les réseaux du Fath.

Le résultat catastrophique des sanctions appliquée en 2006 a été parfaitement analysé par l'UNRWA comme « un écrasement macro-économique sans précédent ». Le Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme dans les territoires occupés, le Sud-Africain John Dugard, a défini la situation comme « le premier cas dans lequel un peuple sous occupation a été soumis à des sanctions internationales »³. Le nombre des habitants vivant en dessous du niveau de pauvreté (*deep poor*) « est passé d'une moyenne de 650 800 dans la seconde moitié de 2005 à une moyenne de 1 069 200 dans la première moitié de l'année 2006 » – soit de 17,3 % à 27,5 % de la population⁴ – et en février 2007 selon une estimation de l'ONG britannique Oxfam, les 2/3 des Palestiniens vivaient au niveau de la pauvreté (soit une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente, tandis que l'indice était encore plus fort chez les fonctionnaires, déjà « pauvres » à 35 % en 2005, et atteignant 71 % en 2006 »⁵.

L'année 2006 vit se développer des chocs violents entre les partisans les polices et les milices des deux formations et en même temps plusieurs tentatives d'armistice et de négociations eurent lieu dont la dernière et la plus spectaculaire fut celle de La Mecque qui marque l'apparition d'une certaine autonomie diplomatique des gouvernements arabes. En février 2007 la réunion convoquée par le roi Abdallah à La Mecque et l'accord signé par les leaders du Fath et du Hamas pour refaire l'unité paraissaient révéler soit un accord tacite des États-Unis soit, au contraire, un effort *sua sponte* du gardien des lieux saints de l'islam qui reconnaissait ainsi au

³ United Nations Department of Public Information, General Assembly, GA/SHC/3858, 19 octobre 2006.

⁴ « Prolonged crisis in the Occupied Palestinian Territory: recent socio-economic impacts, UNRWA, november 2006, p. iii ; cf. sur l'année 2006 et l'accord de la Mecque : www.crisisgroup.org International Crisis Group *After Mecca: engaging Hamas*, Middle East policy report n° 62, 28/1/2007.

⁵ « Middle East Quartet Should end Palestinian Authority aid boycott and press Israël to release confiscated taxes. Increasing levels of poverty– health and education melt down– peace further away », *Oxfam*, 21 february 2007.

Hamas la qualité de parti politique majoritaire dans une Palestine démocratique.

Ensuite tout s'est dégradé de nouveau entre Palestiniens. Un double coup d'État, celui du Fath en Cisjordanie et celui du Hamas à Gaza détruit non seulement l'unité palestinienne mais l'unité du territoire, ce qui constitue la « victoire » rêvée par Israël peut-être depuis toujours, en tout cas depuis le siège de la Mouqata et la mort par empoisonnement d'Arafat le 11 novembre 2004. Cette division territoriale, qui fut favorisée par l'évacuation de Gaza en 2006, a donné ainsi au gouvernement Olmert l'occasion de martyriser par un siège de plus en plus absolu la population de la bande de Gaza « libérée » aux mains du Hamas tout en conversant « cordialement » mais sans résultats avec Abou Mazen, en Cisjordanie occupée, les conditions d'une solution bilatérale au conflit.

La responsabilité de l'Union européenne dans cette évolution est écrasante mais elle échappe à toute visibilité médiatique, comme d'ailleurs les actions de l'Union européenne en général, institution dépourvue de tête visible et de politique autonome et qui procède par consensus mou des États hors contrôle parlementaire. Cela devra peut-être changer avec la nomination d'un porte-parole pour la politique extérieure de l'Union, baptisé déjà abusivement « ministre » et qui sera bien obligé de faire des déclarations engageant l'Union.

Dans ce contexte désastreux, la conférence d'Annapolis et le voyage de Bush inaugurent un effort nouveau dans une atmosphère de scepticisme général. Tout le monde pense que seule une politique américaine entièrement nouvelle mettant fin à l'inconditionnalité de son appui à Israël, pourrait faire bouger ce tableau, Mais dans la configuration actuelle il faut dire aussi que seul un mouvement de l'Europe assez vigoureux pour faire vaciller le système américain fragilisé par la guerre d'Irak et la période électorale pourrait empêcher le traitement inexorable de Gaza par un siège, crime contre l'humanité commis sous les yeux du monde entier.

Quels sont les indices d'une volonté américaine réelle de relance de la Feuille de route ?

Pour tâter le terrain américain, Israël a profité de la période pour lancer début décembre, au lendemain de la Conférence d'Annapolis, un plan de construction de 300

appartements dans un quartier de Jérusalem-Est. Personne au monde ne reconnaît l'annexion par Israël de Jérusalem-Est (sauf le Salvador). Même pour les cartes officielles publiées par le secrétariat d'État américain et la CIA, tout ce qui est situé au-delà des lignes du 4 juin 1967 constitue un territoire occupé. La politique unilatérale d'Israël, rappelle un commentaire de *Haaretz*, « n'est qu'un jeu de faux-semblants qui n'oblige personne, sinon Israël lui-même, et certainement pas les États-Unis ». La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a exigé de son homologue Tzipi Livni des explications au sujet de ces constructions et « elle ne s'est pas contentée de poser la question, elle s'est hâtée de rendre publique l'opposition de l'administration Bush à ce plan »⁶. Pour une partie de l'opinion et des médias, quelque chose paraît ainsi avoir bougé, dans le sens d'une « percée » c'est-à-dire d'une évolution américaine, comportant pour la première fois une pression sur Israël pour qu'un changement notoire de l'intransigeance israélienne devienne pensable.

Les optimistes montent en épingle le fait que Bush qualifie la présence israélienne en Cisjordanie « d'occupation militaire », comme si c'était une importante concession verbale, (alors que cette expression, au contenu factuel et juridique précis, figure dans le document de la *Feuille de route*) ; ou encore on s'exclame avec ferveur devant le fait qu'il reprend l'idée que la base de la négociation serait la ligne verte de 1967, idée présente aussi dans la *Feuille de route*, de même que la cessation des constructions de colonies. Le document du Quatuor exigeait même « le démantèlement de toutes les colonies construites en territoire palestinien depuis 2001 » et ceci « dès la première phase de la feuille de route » (c'est-à-dire entre fin 2003 et mai 2004). Les colonies ont continué à s'accroître, depuis, et on est en fait de plus en plus loin de cette chronologie de l'urgence, héritée de l'époque active du processus d'Oslo.

Tout se passe donc, du côté israélien, comme si la *Feuille de route*, évoquée pour la forme, était considérée comme un document obsolète.

Toutes les questions importantes restent ouvertes *en droit* : celles du statut de Jérusalem, des compensations territoriales ou des restitutions pour les empiètements

⁶ *Ha'aretz*, 12 décembre 2007.

cadastraux du « grand Jérusalem » les achats de terrains, illégaux sous régime d'occupation, en Cisjordanie, et les spoliations « militaires » des Israéliens en Cisjordanie, bricolées sur un cocktail inouï de législations ottomanes, britanniques ou jordaniennes, selon les besoins, et naturellement, la destruction du « mur offensif » et l'annulation des annexions supplémentaires qu'il dessine sur le terrain en particulier de l'enfermement par le mur, atteignant 8 mètres de haut, de la ville de Qalkiliya, 40 000 habitants piégés dans un ghetto doté d'une seule porte fermée la nuit.

L'ouverture juridique théorique est en fait complètement verrouillée par la réaffirmation constante par Israël d'une liste non négociable d'enjeux. La prise en otage de la population essentiellement urbaine de Gaza, qui fait la une, n'efface pas la réalité que la Cisjordanie aussi est prise en otage. Cette situation asymétrique qui est voulue à la fois par les États-Unis et par l'Union européenne est contraire à la fois aux résolutions de l'ONU aux accords d'Oslo et à la *Feuille de route*.

Mais les deux autres membres du Quatuor ? La Russie et l'ONU restent aussi silencieuses. La Russie capitaliste, inerte, protège par sympathie les *droits coutumiers* « à la répression des minorités musulmanes en Tchétchénie » qui conditionne aussi son amour (slave) pour le maintien de la souveraineté serbe sur le Kosovo. Et elle a sans doute l'ambition à long terme de conserver des liens actifs avec la « communauté russe » d'Israël. Le représentant de l'ONU pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens est seul à demander le retrait de l'ONU du Quatuor. L'ONU, saisie de la situation à Gaza au niveau du Conseil de Sécurité, se heurte au veto virtuel des États-Unis. L'Assemblée générale votera une de ses résolutions qui n'ont pas d'effets concrets.

Tout se passe donc, aussi du côté du Quatuor, comme si la *Feuille de route*, était un document obsolète.

L'ouverture provisoire de la frontière palestino-égyptienne en janvier 2008

Malgré cet immobilisme, nous devons interpréter, depuis peu un fait inattendu. Le mur frontalier dressé par l'Égypte entre la bande de Gaza et le Sinaï a sauté dans la nuit du 23 au 24 janvier 2008, ouvrant une brèche dans le blocus. Ni la police égyptienne ni les observateurs de l'Union chargés du contrôle de cette ligne, ni l'armée israélienne, en posture d'observation constante par systèmes d'observation modernes

et contrôle électronique des identités, mais physiquement absente, n'ont pu prévenir la préparation de la percée par le Hamas, sciant à l'avance à la base les montants verticaux métalliques de telle sorte que la barrière s'est abattue en plusieurs points sous l'effet d'explosions moyennes. Les troupes égyptiennes ont cherché d'abord à s'opposer à la ruée des Palestiniens vers les bourgades égyptiennes du Sinaï pour s'y ravitailler, puis à les canaliser, finalement à les reconduire à la frontière.

Trois explications subsistent pour cette transgression. La première est qu'il s'agit d'une opération efficace du Hamas profitant, pour briser le blocus, de l'indignation des masses égyptiennes et arabes, de la chute de légitimité d'Israël dans l'opinion mondiale et de son absence militaire réelle sur la ligne séparant l'Égypte de Gaza. La seconde serait qu'il y a là un accord tacite israélo-égyptien avec partage des rôles, l'Égypte tolérant l'ouverture pour soulager le blocus, sans que la « communauté internationale » se sente obligée de faire monter la pression sur Israël et de lier cette pression au forçage de la négociation de la feuille de route. La troisième c'est que les États-Unis ont autorisé l'Égypte à agir contre la politique israélienne de prise en otage de la population civile de Gaza.

Ce qui s'amorcerait, à défaut d'autre issue, serait la réoccupation de la bande de Gaza par l'Égypte. Mais par effet d'imitation, l'ouverture de Gaza sur l'Égypte préfigurerait la « menace » d'une ouverture éventuelle de la ligne du Jourdain sous pression unilatérale de la Cisjordanie vers la Jordanie, de telle sorte que là aussi la pression socio-économique de la paupérisation palestinienne se reporte sur le monde extérieur, l'essentiel des empiétements des colons et de la structure quadrillée des autoroutes militaires subsistant.

Sans doute, l'explication la plus fondamentale, celle qui fait appel au temps long, c'est que la résistance de Gaza et la vitalité de la population entassée, même divisée, affamée et privée d'électricité et de médicaments, qui y est composée à plus de 50 % de jeunes (chômeurs) et d'enfants (âge moyen à Gaza : 13 ans) qui défient la mort avec un certain panache, n'est pas contrôlable par la stratégie israélienne d'écrasement lent et d'usure impitoyable. On ne peut pas par la violence écraser le désir de liberté.

Il est impossible que les dirigeants israéliens ne se rendent pas compte de l'impasse où ils se trouvent. Mais forcer le monde extérieur à venir au secours des Palestiniens pour

des raisons purement humanitaires et sans que rien de politique soit négocié avec eux est probablement la seule solution qu'ils puissent envisager, dans le cadre d'un objectif qui reste celui du sionisme extrémiste : l'expulsion lente des Palestiniens de toute la Palestine du Mandat – à condition qu'aucune aucune pression interne ou externe ne survienne.

Les espoirs de solution et les prévisions pessimistes à certaines étapes du conflit, depuis 1991

Pour évaluer la situation actuelle, y compris ces derniers soubresauts, il est très important de chercher une interprétation du blocage et des nouveautés en replaçant de conflit dans le temps long, à quelques étapes depuis l'accord de Madrid.

1991 Madrid

Camille Mansour dans son ouvrage de 1993 (*Beyond Alliance, Israël and US foreign Policy*) annonçait qu'après mûre réflexion, il pensait que la relation israélo-américaine correspondait depuis 1970 à une option ferme à long terme des États-Unis, qui allait au-delà d'une « rationalité instrumentale », et que toutes les explications par l'importance du lobby israélien et l'effet égalisateur de l'existence d'une influence réciproque par des logiciens religieux ou sentimentaux étaient secondaires par rapport à l'idée dominante que cette alliance était fondée sur un intérêt stratégique des États-Unis. Ce rôle s'était « forgé » graduellement entre 1948 et 1973 donc au cours de la guerre froide et sans que cette alliance parvienne d'emblée à modérer l'accroissement de l'influence soviétique en Égypte et en Syrie. En fait c'est à partir de la crise jordanienne et de Septembre noir que l'alliance militaire israélienne est considérée comme un enjeu stratégique dont l'importance se confirme après la mort de Nasser et avec l'accord de fourniture d'armes à long terme signé en 1971 par Golda Meir à Washington.

Dans la période, l'intuition de Kissinger qui la « vendait » à Nixon, président guerrier, demeurerait sans doute que *le rôle stratégique d'Israël au Moyen-Orient concernait plus la maîtrise des deux tendances du monde arabe que le danger d'une réelle influence des Russes*. Cette reconquête du monde arabe « palestino-progressiste », pour utiliser la nomenclature

libanaise, aboutit aux accords de Camp David de 1978 scellant la reconnaissance réciproque d'Israël et de l'Égypte.

Mansour concluait de manière assez pessimiste sur le processus entamé à Madrid, à la fin 1991. « Si ce processus conduit à une paix durable et à la stabilité régionale, cela voudra dire qu'un nouvel ensemble de règles concernant le jeu à trois américano-israélo-arabe a été établi [...] Le caractère exclusif des liens entre l'Amérique et Israël devrait alors être érodé. » Il ne faisait dans sa recherche guère allusion à l'influence possible de l'Europe dans ce nœud.

**Oslo 1993, Le Caire mai 1994,
Washington septembre 1995**

Négociés directement entre Israël et l'OLP entre janvier et août 1993, les accords de Washington (« Oslo 1 ») constituent une avancée partielle à laquelle manque quelque part la garantie d'un processus international. Les accord du Caire en mai sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho amorcent l'installation de l'Autorité palestinienne avec l'arrivée de Clinton au pouvoir ; en octobre 1994 le prix Nobel de la paix est décerné à Rabin et Arafat. Les premières violences entre Hamas et partisans d'Arafat à Gaza éclatent en novembre ; du côté israélien, l'agrandissement de la colonie juive d'Ephrat en Cisjordanie contredit les engagements pris ; un attentat du Djihad islamique fait 19 morts à Netanya. En septembre 1995, signature à Washington des accords signés à Taba (« Oslo 2 »). Fin 1995 Israël se retire des six villes de Cisjordanie qui deviennent autonomes. Tout semble progresser. Mais visiter la chronique des négociations et de ses freinages c'est redire qu'Israël ne cède jamais rien en temps utile, ne fait rien pour désarmer la dynamique islamiste du Hamas et du Djihad et relance de son côté à chaque étape la tension par des actes de provocation calibrés. Cette impasse structurelle ne s'explique que parce que les États-Unis ne font pas pression pour empêcher cette escalade permanente.

Le 14/4/1995 j'écrivais dans *Le Monde*, de retour d'un séjour en Palestine⁷ : « Il faut lancer un cri d'alarme sur la situation créée dans les territoires palestiniens par la politique

⁷ Alain Joxe, « La Palestine est-elle un bantoustan ? », *Le Monde*, 14 avril 1995, p. 15.

d'atermoisement et d'usure suivie *de fait* par les autorités israéliennes. Celles-ci poussent à l'explosion sociale dans les territoires occupés ou "libres". Les accords du Caire ne sont pas respectés.... La libération des prisonniers, la fin de l'occupation, les élections palestiniennes, tout cela avait été prévu pour août 1994. Mais les atermoissements produisent la montée des fondamentalistes, qui provoquent à leur tour la montée du Likoud. M. Rabin gère une "prophétie autoréalisatrice" qui mettra les travaillistes sur la touche. S'il tient toujours pour la paix, il doit donc... cesser de tout renégocier comme si l'on pouvait tirer encore des avantages des Palestiniens qui n'ont plus rien à donner. Exiger du vaincu épuisé qu'il assure la sécurité du vainqueur en pleine forme, voilà vraiment une stratégie stupide ou qui cache autre chose. »

En 1995 on n'osait pas qualifier Israël d'État organisant un apartheid. J'ai pu cependant écrire dans la page Horizons : « Ceux qui ont visité l'Afrique du Sud reconnaissent en action (en Palestine) une variante du modèle stratégique de contrôle colonial par bantoustans et townships. Dans le dispositif territorial, dans les contraintes personnelles, politiques, policières qui s'opposent à la libre circulation et au libre établissement des personnes et des biens (sauf pour l'ethnie dominante), et dans la manipulation permanente de ce qui peut créer la discorde et l'insécurité chez l'ennemi, on retrouve des traits évidents d'une volonté de ségrégation et de parcellisation qui doit mener non pas à la "paix" mais à la transformation des Palestiniens en un peuple étranger sur sa propre terre et statutairement inférieur. » Aujourd'hui cette comparaison est devenue banale.

Deux hypothèses s'affrontaient alors, pour expliquer la stratégie israélienne :

- *Hypothèse « micro »* : La société politique israélienne était devenue incapable de sortir mentalement d'un niveau d'action « tacticien local », elle ne percevait plus son propre intérêt stratégique et s'aveuglait sur des petits avantages immédiats... dans un esprit de spéculation immobilière, qui sous-tendait en apparence dans le court terme une quantité extraordinaire de mesures micro-économiques et micro-policières à l'échelle des deux micro-pays entremêlés.

- *Hypothèse « macro »* : La stratégie israélienne pousse en fait au renforcement des évictions, à la répression d'une explosion. Elle vise sous son aspect tatillon à l'instauration à long terme d'un régime d'apartheid : les Israéliens n'ont

aucune intention réelle d'appliquer les accords et ils se préparent à tout autre chose, en se gaussant, en quelque sorte, des garanties de la communauté internationale.

Le tournant de l'assassinat de Rabin, novembre 1995

Le 4 novembre 1995 Rabin était assassiné par un extrémiste israélien religieux, le jour même où Beilin devait lui remettre un document, négocié confidentiellement avec Abou Mazen⁸. Ce crime vient conforter plutôt la deuxième hypothèse. Lorsqu'on lit le *préambule* du document Abou Mazen-Yossi Beilin, (plutôt que les clauses d'accord qui sont surtout des propositions de Rabin plus qu'un accord bilatéral)⁹, on est frappé d'une chose : ce sont des « considérants » qui ont été mis en forme comme on fait dans les traités solennels ; aucune

⁸ Cf Yossi Beilin : « Abou Mazen, ses intentions et ses chances » *les Cahiers Bernard Lazare*, n° 236, juin 2003 :

« Entamés en 1993, les contacts ont abouti à une entente entre nous, connue sous le nom de "Entente Beilin-Abou Mazen".

Il s'agit d'un document détaillant les principes d'un accord israélo-palestinien définitif, ne laissant de côté aucun des problèmes centraux, entre autres : retrait israélien de la majeure partie de la rive Occidentale et de toute la bande de Gaza ; solution du problème des réfugiés n'incluant pas leur droit au retour *en Israël*. Dans ce document figure pour la première fois la proposition d'un échange de territoires : les blocs d'implantations où sont concentrés la plupart des colons en échange de territoires non habités en Israël. Concernant Jérusalem, le document propose que la capitale de la Palestine, Al Quds, soit érigée dans une zone qui faisait partie de la Jérusalem jordanienne et non de la Jérusalem israélienne... Du côté israélien, nous avons élaboré ce document sur un accord définitif selon la vision d'Itzhak Rabin. Mais le Premier ministre a été assassiné la semaine même où nous avons achevé notre travail, et il ne l'a jamais vu. Shimon Pérès, son successeur à la tête du gouvernement, n'a pas souscrit à ce document. »

Sur cette période voir aussi Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine ou comment terminer la guerre de 1948*, La Fabrique éditions, Paris, 2002.

⁹ Le texte en anglais du document, reproduit par l'ONU : UNISPAL home, *The Beilin-Abu Mazen Document*, domino. un. org/UNISPAL.NSF/3d14c9e5cdaa296d85256cbf005aa3eb/7ba18696d92a8b6a85256cd3005a6e48 ! OpenDocument, [«As is» reference- not a UN document] PLO/Palestine-Israel, 31 October 1995.

clause finale n'y est précisée, mais le but et l'esprit du futur traité, à savoir que la paix réelle règne entre les deux peuples qui sont géographiquement voisins et entremêlés. On a l'impression qu'ils ont au moins rédigé ce passage en commun. Arafat n'a pas eu le temps de l'approuver ou de le récuser et Rabin est mort. Nous sommes tous conscients que quelque chose s'est affaibli dans la dynamique de paix avec la mort de Rabin. Il avait créé une vision de la paix possible, et le désir de refonder le rapport des deux nations sur ce que les Grecs appelaient *isotimie*. L'*isotimie* c'est l'égalité d'honneur entre vainqueurs et vaincus qui leur permet ensuite de vivre ensemble en un voisinage pacifié.

On mesure à cela à la fois que Beilin et donc Rabin faisait son possible pour se rapprocher de la paix, et qu'ils étaient tous deux allés trop loin pour une coalition qui unissait sans doute l'extrême droite israélienne à la droite américaine, désireuse de préserver à sa façon une ligne permanente qui ne tenait pas nécessairement compte de la présidence des États-Unis. Shimon Peres puis Barak qui prennent la suite n'ont pas cessé d'adopter pour base certaines des propositions contenues dans le document, mais ils n'ont jamais mis fin à la construction de nouvelles colonies sur le territoire palestinien, ce qui fait que l'objet physique de la négociation du côté israélien variait à chaque instant et entretenait dans la population la perception que la négociation restait un leurre.

Sept ans après Oslo, 2001

La négociation sur le « statut final » avait commencé le 13 septembre 1999 après *trois ans de retard sur l'agenda d'Oslo*. C'est hors cadre des Nations Unies, et donc toujours dans la dépendance du seul rapport des forces, qu'elle devait statuer sur l'application du droit international. Elle devait théoriquement aboutir le 13 février 2000 à la définition du « cadre général » de l'accord, qui aurait dû être signé le 13 septembre 2000 au plus tard.

Je me place alors en janvier 2001 dans une nouvelle phase de retard. J'ai participé alors à une mission d'information, mandatée par le Forum des citoyens de la Méditerranée en Palestine précisément pour former un diagnostic sur le sens politique et stratégique des provocations israéliennes incessantes en zone B et C, dans la période même où la négociation piétinait théoriquement dans une phase finale. Le rapport de cette mission décrivait une série de situations concrètes, et proposait quelques conclusions interprétatives

sur la dynamique des actions israéliennes irréversibles qui apparaissaient sur le terrain. En Cisjordanie, des zones A assez étendues créaient une impression d'espace, de « refuge de souveraineté » plus vivable ; malgré les « sièges » de Ramallah, Naplouse, Hébron, Jenin, Tulkarem et l'implantation de colons religieux violents au centre de Jéricho, l'existence de ces villes libérées était certainement un des acquis du processus d'Oslo.

Toutefois la Cisjordanie elle-même apparaissait « divisée virtuellement en trois bantoustans, séparés par des autoroutes, créant des couloirs de sécurité est-ouest plaçant sous contrôle militaire israélien tous les accès à la ligne militarisée du Jourdain. Les grandes routes (nord-sud et est-ouest) y étaient coupées par les contrôles aux limites des zones A, B et C, ; elle était en outre quadrillée par des routes «de contournement» militarisées desservant les colonies ; c'est donc une trentaine de segments, d'espaces ruraux, dotées ou non d'une bourgade, qui se trouvaient ainsi encerclés.» L'habitat rural palestinien en zone B et C de Cisjordanie était partout entouré de boulevards autoroutiers militarisables, inutilisables par les Palestiniens, dès qu'on dressait des barrages aux carrefours des routes palestiniennes qui y menaient. On peut dire que ces segmentations créaient virtuellement des sous-bantoustans.

Quelle que soit la géographie des proximités à vol d'oiseau, on observait donc, dans la même surface territoriale, deux espaces logistiques ; un espace unifié du point de vue des flux, entre des colonies reliées à Israël, et un espace ségrégué, assiégé, saboté, celui des habitats palestiniens des zones B et C coupés des centres de souveraineté des zones A et séparés entre eux. Cette structure suscitait des résistances variées. Chaque village encerclé peut chercher à se rouvrir sur le réseau routier en remettant en service des chemins ruraux ou même en les améliorant durablement par un passage de bulldozer. Les campagnes sont ainsi étrangement remplies de files de taxis et de camions qui cahotent sur les chemins de terre et à chaque croisement s'échangent des informations sur l'état des barrages qui sont répercutés en temps réel sur l'ensemble du réseau, par les téléphones mobiles devenus un instrument vital pour contrer l'action israélienne ; malgré le grand nombre de récoltes détruites ou non récoltées depuis novembre ¹⁰, malgré le blocus des silos intercommunaux par

¹⁰ PARC, *Updated report on the losses of the agricultural Sector in the Al Aqsa Intifada*, 25-32/10 2000, 5 p.

d'énorme tas de terre sur les chemins de desserte, pour empêcher les stockages coopératifs normaux et casser les flux. Il existait une résistance tenace et astucieuse de tous les instants qui impliquait une volonté civique de survie et des solidarités exemplaires.

Ainsi quadrillée, la Cisjordanie était *prête* : elle avait été « préparée », « mise en forme », soit pour une décision de séparation unilatérale, par étapes, déjà décrite par Barak et proposée à Clinton comme version israélienne du plan Clinton. Mais elle était prête aussi pour la permanence de ce double espace.

Le système d'apartheid que nous voyons fonctionner aujourd'hui, était donc :

- clairement repérable sur le terrain en 1994
- parfaitement en place en 2001.

Sur ce constat on pouvait écrire dès 2002 : « L'armée d'Israël se conduit en Cisjordanie et Gaza comme une armée d'occupation coloniale, victorieuse militairement, mais le gouvernement israélien est politiquement vaincu, car il ne peut proposer aux Palestiniens, militairement vaincus, aucune solution politique, en dehors de la ruine ou l'asservissement. Mais l'esclavage n'existe plus. La reprise des négociations serait donc inévitable après une phase supplémentaire d'exactions criminelles. Telle serait la perspective normale selon les réalistes qui gardent la foi, en Europe, dans le caractère inéluctable de la décolonisation.

Mais une autre hypothèse plus tragique doit être aujourd'hui évoquée : celle que la Maison-Blanche soit profondément d'accord avec la politique de Sharon car elle est conforme à la philosophie militariste répressive d'extrême droite, au pouvoir dans les deux pays, et qui monte ailleurs, en Europe même. La situation mérite un diagnostic simple : La politique de solution négociée du problème palestinien, amorcée dans son principe à Madrid et mis en forme à Oslo était une base commune à l'Europe aux États-Unis à la Russie et au monde arabe. Eh bien ! il ne reste pour l'instant plus rien de cet accord, que des apparences juridico-diplomatiques ridiculisées, par les pratiques d'un leadership international américain qui vit partout dans l'euphorie goguenarde du non-droit. »

Le découpage en zone A, B, C des accords d'Oslo, qui était au départ la préfiguration d'un accord d'évacuation fractionnée, est devenu une des modalités fixes d'une *apartheid* à trois niveaux d'occupation militaire. L'alliance israélo-américaine

se révélait donc une option politico-militaire globale de type colonial ou de type fasciste, ou les deux, qui prenait Israël comme champ d'expérimentation et qui ne pouvait aboutir qu'à une double défaite de la démocratie, en Palestine et en Israël.

Il aurait fallu que les gouvernements européens *veuillent* d'abord constater cette mise en forme stratégique sur le terrain, la fuite en avant permanente de Netanyahou, puis Barak, puis Sharon, compensant les accords intérimaires du processus d'Oslo par une colonisation « sioniste révisionniste » active, de type militaire pouvait un jour servir à compléter la « naqda » par la conquête totale d'Eretz Israël.

Pendant les années Sharon, une pratique israélienne unilatérale de conquête « colonisatrice » de *toute* la Cisjordanie a réellement resurgi au grand jour. C'était un produit de la culture militaire de l'État d'Israël, mais surtout de la mécanique politique « démocratique » de l'État d'Israël : le système électoral proportionnel maintient l'existence de petits partis communautaristes et extrémistes, qui sont nécessaires à la consolidation de coalitions gouvernementales majoritaires dans la Knesseth, *qu'elles soient de gauche ou de droite*. Ainsi la politique reste sous pression militariste permanente, même sans triomphe du Likoud de Netanyahou.

Cette opération en cours, imperturbable, ne s'expliquait que parce que les Israéliens étaient sûrs de l'alliance américaine. Après l'élection de Bush et l'attentat des deux Tours, Israël va bénéficier d'une rigidité nouvelle dans la doctrine américaine : l'usage du label « terroriste » pour désigner *partout* un ennemi *global* et cela contribue à rendre implacable la définition par Israël de ses intérêts ultimes : la destruction de l'ennemi. L'Europe elle-même plutôt réticente, ne cherche pas à s'affronter directement aux États-Unis sur cette affaire. Elle laisse donc Israël s'enfoncer dans le fantasme.

Sauver l'État d'Israël mais pas l'État sioniste qui mène à l'autodestruction

Effets critiques de l'occupation sur la société israélienne

Aujourd'hui la culture « militariste citoyenne » qui animait Tsahal est devenue une culture policière avec le découpage/quadrillage de la Cisjordanie, le Mur et la transformation de la bande de Gaza, après évacuation, en zone A encerclée. Comme

on l'a vu dans l'expédition contre le Hezbollah au Liban et l'incapacité à neutraliser le Hamas à Gaza, cette culture militaire de la destruction est devenue celle d'un régime colonial, moralement de plus en plus dégradé, qui perd même son talent militaire et finalement son talent policier.

Les conscrits chargés de martyriser quotidiennement les Palestiniens aux *check points*, sont devenus inutilisables, obligés d'agir en oppresseurs de la population civile, ils adoptent des comportements de « racistes coloniaux ordinaires » ou se révoltent contre leur rôle. D'où la décision récente de Tsahal de confier la tâche, d'abord sur 20 points de passage vers Israël, à des agents de sécurité privés, que la population palestinienne considère comme « pires » ¹¹.

La représentation de l'importance internationale d'Israël est privée, depuis le retrait Israël du Liban, sous Barak en mai 2000, d'une vision transfrontalière de son pouvoir militaire sur un espace d'interventions extérieures formant glacis ; contraint au retrait de Gaza, obligé de reculer au Liban une deuxième fois avec la guerre du Hezbollah en 2006, l'idée qui s'impose à l'observateur c'est qu'Israël, pour compenser cette perte d'*expansion extérieure poursuit* avec une continuité impressionnante un projet de conquête intérieure de tout le territoire cisjordanien devant normalement se terminer par une nouvelle expulsion massive de la population arabe.

Cette évolution de la cohérence et de la légitimité interne et internationale du gouvernement Israélien est sans nul doute la conséquence de l'état de guerre permanente dans lequel vit le micro État juif et dans ce sens on peut dire que la guerre d'usure israélo-palestinienne use les Israéliens en même temps que les Palestiniens.

Le sort fait à la bande de Gaza en raison d'une domination électorale majoritaire du Hamas est un prototype de celui qui guette toutes les enclaves pré-organisées en Cisjordanie pour subir un siège. Le sort des enclaves créées ou serrées de près par le Mur comme celle de Qalqiya et Tulkarem, ou Jenine et Bethleem, est d'être vouées à un étranglement lent comparable à celui de Gaza, avec la différence que les possibilités de s'échapper de ces enclaves ont plus limitées que pour Gaza car elles n'ont ni accès à la mer ni accès à la vallée du Jourdain

¹¹ Cf. *L'Orient le Jour* (Liban), 10 novembre 2007.

et à la Jordanie. On peut penser que le projet israélien, si la politique euro-américaine ne parvient pas à l'arrêter, va se poursuivre par une lente usure des esprits en Palestine occupée qui pousserait les jeunes vers l'exil et les vieux vers la tombe. Ce projet d'expulsion raciste devrait nécessairement englober un jour les 20 % d'Arabes de nationalité israélienne ? Quelle forme faut-il donner à une condamnation d'Israël qui ne soit pas utilisable par les campagnes diffamatoires en une accusation d'antisémitisme, ni en l'équivalent d'une volonté de détruire Israël ?

Mettre fin à la légitimité du sionisme tel qu'il est devenu

Il est temps de proclamer sans défaillance que le sionisme est bien en effet un colonialisme archaïque et qu'il faut le dénoncer comme tel car il entraîne la population israélienne à des représentations de sa défense et de sa survie qui sont totalement suicidaires. Les vrais amis d'Israël ne sont pas ceux qui sont convaincus que la survie d'Israël doit dépendre de la destruction de son voisinage arabe, sous une garantie militaire et sécuritaire accordée par les États-Unis. Il faut sans doute se mobiliser pour que l'Union Européenne et en particulier la France agisse désormais pour une solution qui ne soit pas le culte imbécile de l'Algérie française transposé en Palestine.

Le sionisme, rêve pionnier de reconstitution d'une nation juive et de récupération de la dignité que donne l'enracinement à une terre, a évolué avec sa montée en puissance vers l'établissement sur un territoire minuscule d'une relation coloniale fondée sur une *apartheid* bien plus effarante que celle qui fut balayée par l'histoire en Afrique du Sud, par son détaillisme policier, sa religiosité délirante et son art de la répression de proximité. En devenant radicalement un colonialisme elle est aussi devenue plus religieuse, liée à l'idée que le retour en terre promise est une revanche sur Titus et les Romains qui détruisirent le Temple. Cette négation de toute l'histoire des religions du Livre les oblige à nier que l'esplanade du Temple est sacrée pour les musulmans et la ville de Jérusalem tout entière pour les chrétiens, et de nier jusqu'à l'existence des Arabes palestiniens comme occupants antérieurs de la région.

Le sionisme comme idéologie exigeant l'expulsion continue des Palestiniens est contraire à la Charte, mais le

droit n'a rien à voir dans tout cela, seuls comptent les relations de puissance. En profitant du fait que le gouvernement Olmert a admis dans son cabinet un ministre palestinien, tout petit pas dans une direction encore interdite, j'estime urgent de dire clairement que tous les vrais amis d'Israël, c'est-à-dire de la population israélienne, de la nation israélienne, du peuple israélien, non pas du gouvernement israélien actuel, ne peuvent que souhaiter, eux aussi, *la fin du sionisme statutaire de l'État*, ce colonialisme archaïque qui s'oppose à tout jamais à la paix au Moyen-Orient, et promet à l'État hébreu un avenir de guerre sans fin au service des manœuvres les plus troubles de l'Empire universel des États-Unis.

Quelles que soient les responsabilités des États arabes dans la Naqba et les méthodes terroristes utilisées sans succès par les Palestiniens dans leur guerre de libération nationale, en Jordanie, au Liban, puis finalement en Cisjordanie et à Gaza, ce sont les Palestiniens qui ont été écrasés, massacrés et chassés, et non les Israéliens, *ce sont les Palestiniens qui depuis la défaite des Arabes en 1967 sont l'objet d'une agression et d'une invasion lente de la part de l'armée de la société et de l'État israélien*, et non pas l'inverse.

Quarante ans d'occupation coloniale ne peut pas supprimer cette mémoire.

Cette agression s'accompagne, comme c'est la règle dans toutes les entreprises coloniales, de la destruction de l'économie traditionnelle, de l'accaparement des terres et de l'eau, d'expulsions, d'assassinats ciblés ou de massacres de masse, opérations qui ont conduit les vaincus dans une situation d'appauvrissement et d'humiliation chaque fois pire, un processus jusqu'à présent irréversible, qui explique aussi l'appel à la religion comme fortification morale et le courage du désespoir qui mène aux attentats-suicides.

Si les Israéliens doivent voir un jour leurs frontières internationales reconnues et leurs exactions effacées par l'existence d'une paix réelle, ce ne sera pas sans s'obliger à des sacrifices et des compensations. Dans l'hypothèse inverse, à savoir que pour obtenir la paix les Palestiniens devraient faire des sacrifices encore supérieurs, signifie que le foyer de violence et de guerre ne s'effacera pas.

Pression démographique et tentation d'ethnocide

La seule perspective de salut *dans l'imaginaire des Israéliens* de certains partis de l'extrême droite religieuse est

l'expulsion totale. La reddition à merci impliquait naguère l'esclavage. Comme l'esclavage est prohibé et que les Palestiniens ne sont pas d'une ethnie minoritaire isolée privée de soutien international, qui pourrait, ayant perdu tout espoir, préférer l'esclavage à la mort, comme il advenait dans l'Antiquité, la résistance continuera. Reste pour les Israéliens l'option de l'expulsion totale ou du massacre. En fait ils sont conduits à envisager cette voie comme un point nécessaire au maintien de la définition sioniste de l'État, puisque les Palestiniens restent potentiellement majoritaires sur le territoire de la Palestine du Mandat, et que le monde arabe s'étend alentour.

A défaut de cette expulsion ou de ce massacre, Israël ne pourrait plus prétendre, à terme, être une ethnie majoritaire sur le territoire du Mandat ; en 2000 l'équilibre s'établissait en faveur des Israéliens 6 101 000 contre 2 688 000 Palestiniens. Mais c'est un compte illusoire puisqu'on comptait environs 20 % de citoyens israéliens qui sont des Arabes palestiniens à qui la nationalité israélienne fut accordée par Ben Gourion (pour emporter le vote en faveur de l'admission d'Israël à l'ONU). Le chiffre réel était donc de 4 479 000 citoyens israéliens juifs contre 3 910 000 citoyens palestiniens et israéliens arabes sur le territoire du Mandat. La natalité des Israéliens arabes étant le double de celle des Israéliens non arabes, (4,5 % contre 2,2 %) il est mathématiquement probable que les Palestiniens arabes dépassent les Israéliens non arabes d'ici 2015. Le maintien d'un État juif sioniste maintenant sous régime d'occupation la Cisjordanie et Gaza ne pourra donc se réaliser sans expulsions ou massacres. C'est à cette perspective que se prépare sans aucun doute l'extrême droite israélienne, du simple fait qu'elle s'est obligée par son sionisme à rejeter toute définition pluri-communautaire de l'État, et ce que rejette précisément Abraham Burg¹². Ces calculs sont à la

¹² Interview de Abraham Burg (ex président de la Knesset) dans *Haaretz* du 14 novembre 2003, (sur son article du 20 août) (extraits) : « Si le sionisme aujourd'hui signifie le Grand Israël, non seulement je suis post-sioniste, mais je suis anti-sioniste... Dans les rues de nos villes, en particulier à Jérusalem, je vois des graffitis "Mort aux Arabes", que la municipalité ne prend même plus la peine d'effacer. Je vois des graffitis terribles, racistes, kahanistes... Ce processus cancéreux nous dévore. La perversion du sionisme que

portée de tout citoyen doté d'une calculette. Le sionisme est un des codes qui enferment Israël dans une définition raciste et génocidaire, ce qui n'est pas éthiquement supportable, en fait, pour le peuple juif conscient de descendre des survivants de la Shoah et d'avoir pour véritable ennemi le nazisme. Ceux qui défendent réellement la survie d'Israël aujourd'hui, dont je suis, sont ceux qui font cette analyse et non pas ceux qui prévoient la survie d'Israël comme État colonial fasciste.

Diagnostic en trois points

Israël est condamné à terme, non pas à la destruction mais bien à la mort par épuisement politique, s'il ne renonce pas à la définition « sioniste » de l'État.

En souhaitant et en annonçant la fin de « l'entité sioniste » le Hamas souhaite la fin d'Israël sioniste. Mais alors il faut aussi examiner l'idée que la fin d'Israël sioniste amènerait aussi la fin du Hamas islamiste ; son influence ne s'est accrue – lentement – qu'en raison du désespoir de la population, livrée sans défense possible aux exactions du sionisme israélien. Israël est ce qui subsiste d'une tentative ratée par

représentent les colons et la droite affecte de façon léthale toute notre société, et n'y laisse plus un seul endroit qui soit épargné par la conscience nationaliste. Si les seules cellules saines qui nous restent ne s'élèvent plus pour chasser le virus, nous cesserons d'exister. La semaine dernière, je visitais un lycée réputé de Jérusalem. Beaucoup d'élèves disaient des choses effrayantes : Quand nous serons soldats, nous tuerons des vieux, des femmes et des enfants sans même y penser. Ils disaient : Nous les expulserons, nous les mettrons dans des avions et les enverrons en Irak. Par centaines de milliers. Par millions. Et la plupart des élèves applaudissaient... Une guerre contre le terrorisme ne peut pas réussir si l'on n'ouvre pas les fenêtres et permet à l'autre société de respirer un peu l'air de l'espoir. Ainsi, tant qu'Israël n'utilisera que la force brutale, sans susciter d'espoir, il ne se confrontera pas à la véritable infrastructure du terrorisme... Que ferons-nous quand nous n'aurons plus l'excuse ni la force d'être la majorité ? La vérité qui forme cette (jeune) génération, c'est qu'entre le Jourdain et la Méditerranée, les Juifs vont devenir une minorité. C'est cela que nous allons devoir affronter... »

la puissance mandataire britannique de constituer la Palestine comme État bicommunautaire et que le sionisme a entraîné vers la fondation d'un État unicommunautaire, incrusté dans le tissu pluriethnique et plurireligieux du Moyen-Orient : c'est en cela qu'il reste, malgré le passage du temps, un corps étranger. C'est une tentative politique, stratégique, culturelle, totalement mise en échec, comme c'était prévisible dès le début et comme le prévoyait Hannah Arendt. Les Anglais, ruinés par la guerre, n'ont pas su gérer le sionisme sous la forme primitive, bicommunautaire, qu'ils avaient cherché à bricoler pour la Couronne. Après leur départ, ils n'ont pas pu lutter contre l'ingénuité désastreuse des Américains gérant tout par la guerre froide, ou des Français gérant tout pour la « défense de l'Algérie française ».

Cette thèse est à débattre calmement pour chercher sérieusement une issue au problème. On peut faire la comparaison avec le Liban, dans lequel les Français, tout aussi communautaristes et colonialistes que les Britanniques, ont cependant axé le mandat libanais sur la convivialité possible des multiples communautés libanaises. Même s'ils visaient l'hégémonie des chrétiens d'Orient associés à des musulmans divers, c'était une hégémonie conviviale, non pas un système impérial équilibré par la constitution de deux communautés rivales, dont une *immigrée*. Le départ des Français n'a tué ni le Liban ni la Syrie, le départ des Anglais a tué la Palestine.

L'alliance inconditionnelle avec l'extrême droite américaine obligerait Israël à poursuivre dans cette voie suicidaire : une définition de sa survie par la seule militarisation technique de sa sécurité.

Aujourd'hui Israël ne maîtrise son environnement que grâce à un régime policier électronique interne-externe, un mur médiéval, une clôture militaire absolue le long du Jourdain, la fermeture de la frontière avec l'Égypte et en mer le long du littoral de Gaza, Ce système est devenu totalement inhumain, à l'échelle de la vie quotidienne d'un petit département français : Israël-Palestine est bien plus petit que l'Afrique du Sud et doit traiter ses townships et ses bantoustans comme des problèmes de voisinage urbain. Israël devient un lieu d'expérimentation pour la maîtrise de l'émeute urbaine et suburbaine à l'échelle des grandes conurbations du XXI^e siècle. C'est un polygone d'essai pour la répression électronique de la révolte des exclus et le maintien des exclusions provoquées par la globalisation.

Triste évolution : les experts israéliens, descendant des survivants de la Shoah, sont présents dans les missions d'entraînement de diverses armées répressives du Tiers monde. Ce sont les meilleurs en contrôle des populations dangereuses des ghettos suburbains ; assassinats ciblés, tortures « mesurées » comportant menace de mort, qu'on fait subir à des prisonniers hors droits à la mode des réglementations illégales nord-américaines pratiquées par l'exécutif depuis la présidence de Bush.

Ceux qui pensent que la solidarité française avec les gamins de l'intifada, parfois affichée dans les banlieues, est la preuve d'une infiltration par des réseaux islamistes se trompent. Avant toute infiltration, les jeunes reconnaissent seulement la configuration (*riches-pauvres*) et (*armés-pas armés*) et l'opposition (*future-no future*) dans la bipartition (*urbaine-suburbaine*). C'est cette reconnaissance de l'injustice qui permet ensuite l'influence des réseaux islamistes, qui tiennent un discours justicialiste.

Donc, seul un appui européen, calibré stratégiquement pour obtenir un avenir de paix de l'Europe avec le monde arabe et l'Islam, peut aider Israël à sortir de la logique du ghetto assiégé et assiégeant, où l'enferme l'alliance avec la droite américaine.

Cette intervention européenne visant, raisonnablement, à créer un environnement bien différent de celui que nous préparent les États-Unis en poursuivant la guerre d'Irak. Mais quelle Europe ?

Le scandale actuel est bien que l'Union européenne parat appliquer la consigne américaine de non -négociation. La négociation exige non la division mais la réunification des Palestiniens, un gouvernement de coalition, le rejet de la guerre civile et la reprise, par négociation, de la question du traitement final de la reconnaissance d'Israël. Cette reconnaissance est théoriquement et pratiquement inévitable, mais il faut qu'elle reçoive l'accord de la population palestinienne ; elle est impossible si on laisse Israël poursuivre le siège de la population civile qu'on continue d'affamer et d'expulser. La résistance à l'occupation est certainement un droit supérieur au droit de maintenir la supériorité numérique d'une ethnie sur un territoire par purification ethnique et expulsion d'une autre ethnie.

Mais quelle Europe, concrètement, pourra protester et se battre contre cette définition du droit ?

Conclusion

Une rationalité paresseuse justifie seule cette complicité du monde avec la catastrophe qui menace Israël. Mais il faut admettre qu'Israël aussi, par sa stratégie unilatéraliste et autistique, s'enferme dans l'impasse par l'obligation d'être un État juif et de poursuivre cette ambition par la forme actuelle d'un sionisme conquérant colonial, à la fois militaire et religieux qui conduit à l'apartheid ou à la purification ethnique de la terre promise.

Cette conviction sioniste n'est pas partagée par l'Empire du chaos dont le centre est à Washington mais la périphérie partout. Le sionisme est seulement l'objet idéologique local permettant la manipulation de la population israélienne comme garnison d'importance régionale du système global. Comme une Californie, Israël regroupe par collage un fragment de la société moderne électronique et financière et une ceinture de pauvreté comprenant de pauvres blancs et de pauvres autochtones. Mais la Californie est un melting pot qui accepte la montée de la langue espagnole des indiens mexicains au rang de langue officielle. Le cocktail sociétal résumant la relation nord sud tel qu'il s'est établi sur le territoire israélo-palestinien sert à mettre en forme de guerres de religions, d'ethnies et de banlieues, le Grand Moyen Orient pétrolier. C'est un outil de pouvoir expérimental du système mondial qui confère à Israël le statut de cobaye. Le pouvoir européen s'il diffère du pouvoir américain, doit mettre fin à ce prototype, comme il doit renoncer à toutes les guerres où la violence intercommunautaire remplace et détruit la lutte politique démocratique, c'est à dire le progrès social.

